

Communiqué des Médecins Généralistes de la région de Charleroi

Stétho ou stylo, telle est la question...

Les médecins généralistes carolos tirent la sonnette d'alarme !

- *Ils se disent noyés sous des tâches administratives qui ne sont pas de leur ressort.*
- *Ils renvoient à la responsabilité des services de médecine scolaire et du travail pour la gestion des foyer épidémiques (clusters) dans les collectivités concernées.*
- *Ils menacent à court terme d'un boycott administratif pour éviter leur propre burnout.*

« La recrudescence de l'épidémie COVID 19 suite à la rentrée des classes et aux retours de vacances met la médecine générale sous haute tension », affirme la Fédération des Associations de Généralistes de Charleroi (FAGC).

Les médecins généralistes carolos tirent la sonnette d'alarme face à des exigences administratives qu'ils jugent superflues et dénuées de fondement dans le cadre d'une gestion adéquate d'un événement sanitaire au sein d'une collectivité.

Ainsi, lorsque la direction d'une école prend la décision de fermer une classe ou une école en concertation avec la médecine scolaire (PSE), « où se trouve la justification d'obtenir une seconde attestation individuelle pour chaque élève, remplie par son médecin traitant, si ce n'est une exigence bureaucratique ? La décision de la médecine scolaire ne peut-elle suffire ? », interpelle la FAGC.

De même, lorsque la décision est prise de tester toute une classe suite à une présomption de cluster scolaire, la logique voudrait que cette action soit coordonnée par un seul et même médecin, en l'occurrence celui du centre PSE. Renvoyer les élèves tout azimut vers leur médecin traitant risque en effet de voir bon nombre d'entre eux échapper à ce dépistage collectif.

Il en est de même si un cluster est détecté sur un lieu de travail. La médecine du travail a dans ses missions le rôle d'organiser le dépistage et de justifier les mises en quarantaine des employés.

« Organiser un dépistage collectif en se basant sur le bon vouloir individuel des parents d'enfants ou des travailleurs de consulter leur médecin traitant est contre-productif et relève du non-sens épidémiologique » estiment les médecins de famille carolos.

D'autre part, ils se disent confrontés « à des demandes de testing de plus en plus pressantes et inopportunes de certaines directions d'école ou d'employeurs » et rappellent que l'indication de réaliser un frottis de dépistage relève de leur compétence ou de celle du médecin du PSE ou du travail et pas des directions d'école ou des employeurs.

Et de mettre en garde : **toutes ces exigences administratives ubuesques risquent de très rapidement mettre à mal le moral des troupes, le burnout guette et risque d'épuiser une grande partie d'entre eux !!!**

Si chaque acteur voulait bien jouer correctement son rôle, disent les généralistes, ils pourraient alors à nouveau jouer pleinement le leur : prendre soin de leurs patients tant de manière curative que préventive.

Et la FAGC d'en appeler à une très rapide concertation entre les associations représentatives de la médecine générale d'une part, les services PSE et de médecine du travail d'autre part, pour aboutir à des directives claires, scientifiquement étayées, et conformes aux missions de chacun.

A défaut, dès le lundi 28/09, un mot d'ordre sera donné aux 430 médecins généralistes de la FAGC d'appliquer un tri administratif, à savoir qu'ils refuseront dorénavant de rédiger :

- 1.1) Des certificats d'incapacité ou de quarantaine scolaire pour des enfants non malades qui fréquentent une classe ou une école fermée pour cause de clusters.
- 1.2) Des certificats d'aptitude à reprendre les cours : *« faisons confiance aux médecins qui rédigent les certificats d'incapacité scolaire en estimant la durée probable de la période concernée avec une marge de sécurité, et qui mentionnent systématiquement une date de reprise supposée : celle-ci doit être prise en compte par les directions d'école »*. Et d'appeler aussi à *« faire confiance aux parents qui recontacteront leur médecin s'ils estiment que leur enfant n'est pas rétabli au bout de cette période »*.
- 1.3) Des prescriptions de testing à la demande de l'école pour des enfants asymptomatiques renvoyés chez eux car ils sont supposés avoir été en contact étroit ou sont concernés par un cluster scolaire.
- 1.4) Des certificats d'incapacité scolaire pour des enfants de moins de 5 ans vu qu'ils ne sont pas soumis à l'obligation scolaire.
- 1.5) Des prescriptions de testing « préventif » pour des étudiants amenés à effectuer des stages auprès de publics dits à risque.
- 1.6) Des certificats de mise en quarantaine et des prescriptions de testing pour des travailleurs concernés par un cluster dans leur entreprise.

Car, martèlent-ils, *« ces tâches incombent à la médecine scolaire et/ou à la médecine du travail »*.

Mais les généralistes rassurent : *« nous rédigerons toujours tous les autres documents administratifs nécessaires pour nos patients malades ayant besoin de nos soins, pour lesquels nous voulons de nouveau être pleinement disponibles une fois débarrassés des tâches administratives qui ne sont pas de notre ressort. »*.

Les médecins généralistes de la région de Charleroi.

Contact Presse : Dr **Pierre BETS**, responsable communication, 0475/94.39.36 (sms préalable)
Dr **Patrick JADOLLE**, vice-président de la FAGC, 0474/47.05.42 (sms préalable)

Un témoignage parmi de nombreux autres :

« J'ai toujours (depuis 31 ans) apprécié mon métier, la médecine générale, et de plus en plus.

Celle-ci, au fur et à mesure des années, s'est complexifiée, diversifiée et enrichie.

A côté de la prévention il y a la prise en charge des pathologies où nous pouvons aller de plus en plus loin, en fonction de nos connaissances, dans la mise au point, l'accès à la médecine spécialisée étant de plus en plus difficile.

Tout à coup, la pandémie !

Si, en mars, nous avons vite réagi afin d'être disponibles et d'orienter au mieux les patients en engloutissant une tonne d'information bienvenue, c'est parce que nous ne devions plus, vu le confinement, assurer que ponctuellement quelques consultations et visites.

Aujourd'hui, nous avons repris notre activité à temps plein...

(...)

Nous sommes au bord de la rupture et cela pour des papiers... et ça je ne peux le tolérer.

Je veux bien me battre pour des patients réellement malades qui ont besoin de mon expertise mais pas pour des prescriptions de frottis, des certificats, ...

Et ce qui nous stresse beaucoup c'est que nos lignes téléphoniques sont saturées par ces demandes et que les patients avec des pathologies aiguës ne savent plus nous joindre...

(...)

Je pense réellement stopper la médecine dans ces conditions... »

Dr Cambier Patricia (Dampremy)